



Mots. Les langages du politique

98 | 2012
Publicité et politique

La dilution du discours antimondialisation dans les articles de presse

Julien Auboussier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/20656>
DOI : 10.4000/mots.20656
ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2012
Pagination : 121-136
ISBN : 978-2-84788-356-5
ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Julien Auboussier, « La dilution du discours antimondialisation dans les articles de presse », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 98 | 2012, mis en ligne le 01 mai 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mots/20656> ; DOI : 10.4000/mots.20656

© ENS Éditions

La dilution du discours antimondialisation dans les articles de presse

Du 30 novembre au 3 décembre 1999, les représentants de l'Organisation mondiale du commerce se réunissent à Seattle. La conférence est un échec politique puisque le « Cycle du millénaire » n'est pas lancé. Elle est surtout un échec symbolique au sens où le sommet des responsables politiques est largement contesté par une foule hétéroclite et bigarrée rassemblée pour affirmer qu'« un autre monde est possible ». Le face-à-face inspire la presse qui relaie « la bataille de Seattle ». C'est l'événement originel pour le devenir médiatique de ce que l'on nommera l'antimondialisation puis, à partir de 2003, l'altermondialisation. S'en suit la configuration d'un paradigme événementiel construit autour des performances des militants (contre-sommet et forums sociaux principalement).

Cette contribution est largement inspirée d'un travail de doctorat dans lequel nous nous proposons d'étudier l'antimondialisation à la fois comme *événement*, *problème public* et *discours social* (Auboussier, 2009). Il s'agissait d'analyser la configuration médiatique de l'événement puis la manière dont le paradigme événementiel participe à la configuration d'un nouvel acteur politique porteur d'un « discours social spécifique » (Delforce, Noyer, 1999). En dernière analyse, l'étude portait sur les modalités selon lesquelles ce discours s'inscrit au sein de la discursivité sociale.

Le travail proposé ici s'inscrit dans l'« approche formulaire » encouragée par Alice Krieg-Planque (2003, 2006, 2009, 2010). Nous étudions une formule (« antimondialisation » puis « altermondialisation ») et un contexte qui « n'appartient pas à un ordre de la réalité mondaine dont la description par le chercheur fournirait la conjoncture éclairante de la formule » mais « à l'ordre du réel discursif et symbolique dont la formule elle-même relève » (Krieg-Planque, 2010, p. 11). Notre attention porte sur six quotidiens de la presse française (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *L'Humanité*, *La Croix* et *Les Échos*) parus de 1999, année au cours de laquelle émerge l'antimondialisation dans les médias, à 2009. Une série de corpus fermés est mobilisée autour de « moments

discursifs» (Moirand, 2007), en particulier le contre-sommet de Seattle en novembre-décembre 1999. Un autre corpus, ouvert, a permis de saisir certains processus de circulation de sens que l'arbitraire d'un corpus fermé n'aurait pas permis d'identifier. Notre recherche s'est appuyée sur les bases de données disponibles¹ et sur une recherche à partir de mots clés : les néologismes *antimondialisation*, *altermondialisation* et leurs dérivés grammaticaux bien entendu, mais aussi, dans une démarche plus intuitive, les éléments de discours inspirés par les mots d'ordre du mouvement comme « un autre monde est possible »². Ce second corpus, ouvert, répond à une exigence : imposer l'interdiscours et le dialogisme au cœur de l'analyse des discours de presse. Il répond aussi à une nécessité. En effet, à partir de 2004, la dynamique événementielle du mouvement s'é moussé et les pics de visibilité médiatiques – les moments discursifs – disparaissent. Et, pour autant, l'altermondialisation ne disparaît pas, loin s'en faut, des discours de presse. Nous faisons à ce titre l'hypothèse que le discours issu de l'espace militant a été travaillé par et dans l'interdiscours jusqu'à devenir un « discours de l'alternative » que la malléabilité rend disponible à de multiples usages.

Nous revenons d'abord sur l'émergence du terme *mondialisation* dans la presse française avant de traiter l'événement fondateur que constitue le sommet de Seattle. À la suite de cet événement, un premier néologisme apparaît : *antimondialisation*. Nous en analysons la circulation dans l'espace des discours de presse et sa performativité au sens où il contribue à créer le collectif. Il s'agit ensuite d'étudier l'évolution de la préfixation à partir de 2002 (d'*anti-* à *altermondialisation*), son contexte et les enjeux sociodiscursifs qu'elle revêt. En effet, en passant d'*anti-* à *alter-*, un nouveau contexte de sens apparaît, plus souple et donc plus propice à l'exploitation politique. En mobilisant le nouveau néologisme (et d'autres éléments de discours issus du mouvement), journalistes et acteurs politiques inscrivent ces « lieux discursifs » (Krieg-Planque, 2003) au cœur du discours social. Les usages, variés et parfois contradictoires, contribuent dès lors à diluer le sens d'un discours que nous proposons de dénommer « discours de l'alternative » et que nous encourageons à percevoir comme le discours de l'antimondialisation émancipé de sa relation à l'espace militant originel.

1. *Le Monde*, *Le Figaro* et *Les Échos* : base de données Factiva ; *L'Humanité* et *La Croix* : archives en ligne ; *Libération* : cd-rom SNI Éditions.
2. Exemples de recherche : « un autre * [troncature] est possible » ; « une autre * est possible » ; « le * n'est pas à vendre » ; « la * n'est pas à vendre »...

La mondialisation en débat

L'émergence d'une formule

René-Éric Dagorn propose une brève histoire du mot *mondialisation* que les préfixes *anti-* puis, à partir de 2003, *alter-* viennent modéliser (Dagorn, 1999). C'est au cours des années 1980 que l'usage du mot *mondialisation* se développe dans le domaine de l'économie et de la finance. Il se dégage ensuite de son espace originel d'usage pour être abondamment discuté dans l'espace scientifique à partir de la seconde moitié des années 1990. Le mot jouit alors aussi d'une promotion médiatique remarquable dont rend compte le relevé quantitatif des occurrences. Certes, au cours de la seconde partie du xx^e siècle, quelques occurrences du terme *mondialisation* peuvent être repérées, mais elles restent très rares au regard des usages attestés après 1995. À titre d'illustration, dans *Le Monde*, 27 occurrences sont relevées en 1990, 146 en 1995, 896 en 2000 ; dans *L'Humanité*, 6 occurrences sont relevées en 1990, 82 en 1995, 510 en 2000. Le mot profite d'une promotion médiatique remarquable, s'impose comme référent social et se constitue finalement comme une ressource discursive à la fois partagée et polémique (Béroud, Lefèvre, 2003). Ainsi, à l'aube du nouveau millénaire, le terme *mondialisation* arbore clairement les spécificités de la formule discursive (Krieg-Planque, 2009). Il revêt un caractère figé, un caractère discursif et s'impose comme référent social et objet polémique. Le mot se constitue comme un lieu de rencontre des divers discours sociaux en circulation dans la société et devient porteur d'enjeux à la fois discursifs et sociopolitiques. Au sein de la presse écrite française, les rubriques à « énonciation subjectivée » (Moirand, 2000)³ sont clairement un espace privilégié pour alimenter le débat (autrement dit, pour renforcer le caractère formulaire du mot). C'est notamment dans cet espace spécifique du dispositif sémi-discursif des quotidiens, lieux de surgissement de paroles et d'opinions, que la mondialisation est interrogée et qu'elle s'impose de plus en plus fréquemment dans l'analyse des problèmes sociopolitiques contemporains (chômage, environnement...). Des textes fondateurs comme celui d'Erik Izraelewicz dans *Le Monde* sur le mouvement de décembre 1995 illustrent l'émergence d'une nouvelle lecture du monde social et économique⁴. Un nouveau cadre d'interprétation s'impose autour de la dénonciation des effets perçus comme pervers de la mondialisation néolibérale et de la condamnation des institutions internationales.

3. « Rebonds » pour *Libération*, « Horizons » pour *Le Monde*, « Débats » pour *Le Figaro*, « Prises de parole » pour *L'Humanité*, « Forum » pour *La Croix*.
4. Intitulé « La première révolte contre la mondialisation », l'article encourage à interpréter le mouvement de décembre 1995 comme « une réaction face à la mondialisation ». Bien que journaliste au *Monde*, Erik Izraelewicz voit son article publié dans la rubrique « Horizons-Débats ».

L'événement antimondialisation

Les thématiques privilégiées par l'antimondialisation précèdent largement l'émergence médiatique d'un mouvement collectif de protestation et trouvent leur origine dans des mouvements de pensée déjà anciens (Agrikoliansky *et al.*, 2005). Pour autant, c'est bel et bien *dans et par* l'événement Seattle que l'antimondialisation acquiert une visibilité dans l'espace médiatique français. Les militants opèrent une conquête de l'attention médiatique dont la réussite s'explique par les formes le plus souvent festives et colorées que prennent les mobilisations et par « l'imaginaire de la souveraineté populaire » (Charaudeau, 2005) sur lequel s'élaborent les discours : face aux puissants, la société civile internationale (Auboussier, Niemeyer, 2010). Seattle offre à l'antimondialisation un premier « contexte de description » (Quéré, 1994) et, par là même, une consistance sémiotique permettant sa reconnaissance. C'est une esthétique (des images), des mots d'ordre, des visages ou, plutôt, un visage, celui de José Bové (Ouardi, 2007), voire des genres privilégiés (le papier d'ambiance en est un). À la suite de Seattle, un paradigme événementiel se configure autour des performances militantes. Dès lors, tout discours sur l'antimondialisation connote cet événement perçu comme fondateur. La référence est souvent explicite, notamment dans les titres : « Davos : les "anti" rejouent Seattle », (*Le Monde*, 1er février 2000), « Millau Seattle-sur-Tarn » (*L'Humanité*, 24 juin 2000), « Prague : un Seattle bis » (*Libération*, 23 novembre 2000), etc. *Seattle* comme nom d'événement lie l'événement passé à l'événement présent et, à ce titre, apparaît comme un lieu d'inscription de « la mémoire des mots » (Moirand, 2007). Le contexte de description appliqué à l'événement Seattle est ainsi actualisé dans le paradigme événementiel construit autour des performances militantes (contre-sommets, forums sociaux). En ce sens, le paradigme événementiel apparaît ici comme un rituel d'institutionnalisation pour un collectif en cours de configuration, que l'émergence d'un premier néologisme de forme vient renforcer.

Un premier néologisme de forme : *antimondialisation*

Un événement discursif instituant

Si l'antimondialisation se constitue autour d'actions symboliques fortes (les performances militantes), elle se constitue, aussi et surtout, sur un événement discursif instituant : l'apparition du label antimondialisation. Il est ce par quoi et à travers quoi l'antimondialisation s'individualise. Ce label atteste de l'inscription d'un événement, d'une personnalité, d'une organisation... dans un cadre d'interprétation construit autour de la dénonciation des effets de la mon-

dialisation. À la suite de l'événement Seattle, le label facilite la catégorisation en coordonnant la diversité par un processus d'inclusion et d'exclusion. Il participe aussi à la configuration du paradigme événementiel en ce qu'il encourage une inter-événementialité : des actions militantes singulières jusqu'alors perçues comme indépendantes sont, par la médiation du label, perçues comme faisant partie d'un processus collectif et homogène de protestation. C'est l'émergence dans la presse d'un acteur puis d'un récit antimondialiste.

Le label *antimondialisation* renvoie finalement moins à une réalité qu'à une façon de classer et de comprendre le monde et ses acteurs. À ce titre, il est difficile de nier la dimension performative du label : il lie, coordonne et fait exister le collectif. C'est dans le discours que les stratégies de dénomination et de catégorisation trouvent à s'objectiver et leurs résultats à apparaître sur le mode du « cela va de soi ». Il faut remarquer que la préfixation en *anti-* (comme ensuite celle en *alter-*) encourage un changement de catégorie morphosyntaxique puisque l'on passe du substantif (*mondialisation*) à l'adjectif (*antimondialisation*)⁵. Largement qualificatif dans ses premiers usages, le terme *antimondialisation* revêt néanmoins rapidement le statut de catégorie voire de quasi-nom propre, et l'on passe ainsi clairement de la désignation-description à la dénomination (Kleiber, 1984).

Dynamique d'apparition du label

Le terme *antimondialisation* naît d'une dérivation lexicale : le préfixe *anti-* vient qualifier le radical *mondialisation* et devient ainsi un composé lexical unifié dans lequel la présence, ou non, d'un tiret peut indiquer le degré de figement. Deux interprétations sémantiques peuvent être données au préfixe *anti-* : il peut prendre une valeur antonymique et se traduire par la paraphrase « qui est le contraire de » (antihéros, par exemple) ; il peut également prendre une valeur adversative et se traduire alors par « qui est contre la notion désignée » (antirides ou anti-expulsion). C'est cette valeur adversative qu'illustre le préfixe *anti-* quand il vient modéliser le radical *mondialisation*. À ce titre, l'énoncé *antimondialisation* vient accentuer le caractère polémique de la formule. La dynamique d'apparition de la notion *antimondialisation* peut être illustrée par le cas du *Monde*. Seules quatre occurrences sont identifiées avant 1999. Ainsi, dès 1996, un article de la rubrique « Culture » et portant sur un festival de musique rock est titré « Lorient célèbre une “celtitude” européenne et l'antimondialisation » (*Le Monde*, 9 août 1996). Nous retrouvons ensuite l'usage de la notion en 1998 dans une interview accordée au quotidien par l'économiste américain

5. Rappelons que de façon générale, les préfixes n'ont pas la capacité de modifier l'appartenance catégorielle des noms auxquels ils se combinent. Le préfixe *anti-*, qui permet couramment de former des adjectifs sur une base nominale, fait exception à cet égard.

Paul Krugman dans les pages « Économie ». L'usage est prophétique en ce qu'il s'inscrit déjà dans l'horizon de référence qui s'ouvrira à partir de 1999 avec les grandes mobilisations :

En matière de politique, je ne suis pas plus clairvoyant qu'un autre. Je constate néanmoins l'émergence en politique d'un mouvement anti-mondialisation. Il existe une sorte de convergence de la droite et de la gauche. [...] Je viens de faire la critique du livre de John Gray qui fait beaucoup de bruit en Angleterre et qui est une critique de droite de la mondialisation. William Greider, lui, aux États-Unis, est un anti-mondialisation de gauche, mais la différence devient presque imperceptible. Ils veulent tous arrêter l'évolution. (*Le Monde*, 26 mai 1998)

Toujours dans *Le Monde*, en 1999, encore deux usages précèdent l'emballage de la fin de l'année 1999 et de l'année 2000. Le recours à la notion d'*antimondialisation* est inscrit dans les deux cas au sein d'une réflexion sur l'extrême droite. À l'échelle mondiale pour le premier :

Un véritable programme commun anti-mondialiste, anti-humaniste, anti-libéral est ainsi en train de bouillir dans les cornues de la nouvelle pensée populiste-autoritaire à l'échelle de la planète ; la crise serbe est l'occasion de sa première sortie dans le monde. (*Le Monde*, 24 avril 1999)

À l'échelle nationale pour le second :

Sur bien des thèmes chers à M. Le Pen, à M. Mégret et à leurs amis – la sécurité, l'immigration, la dénonciation de la classe « politique », l'« antimondialisme », etc. –, on constate en effet une forte baisse du niveau d'adhésion à leurs discours. Jamais depuis quinze ans, le soutien aux idées lepénistes n'avait été aussi faible ; jamais le rejet de ses idées n'avait été aussi fort. (*Le Monde*, 4 avril 1999)

L'antimondialisation trouverait sa place dans le populisme nationaliste alors à l'œuvre dans les Balkans. Elle serait également un des moteurs de l'engagement frontiste en France. En fait, dès la fin des années 1980, l'extrême droite propose en France un discours non pas contre la *mondialisation* mais contre le *mondialisme*. Mouvement humaniste qui naît sur les cendres de la deuxième guerre mondiale, il est stigmatisé par l'extrême droite comme une menace pour la préservation des États-nations. De la critique du mondialisme à celle de la mondialisation, il n'y a qu'un pas que franchit le Front national quand il tente, au début des années 2000, de profiter de l'appel d'air provoqué par l'événement Seattle.

Si de rares occurrences du néologisme peuvent ainsi être repérées, reste qu'une analyse quantitative montre très clairement que c'est avec, et surtout, après la réunion de l'OMC à Seattle en décembre 1999 que se généralise le terme ; son usage augmente fortement ensuite au cours de l'année 2000. Ainsi, dans *Le Monde*, 6 articles comprennent la notion au cours du seul mois de décembre, 74 articles l'intègrent durant l'année 2000 et 255 durant l'année 2001.

Une notion qui « va de soi »

Sa radicale nouveauté et sa rapide diffusion au cœur des discours de presse encouragent à penser que le terme est, du moins dans un premier temps, accompagné des marques minimales de la modalisation autonymique (les guillemets), voire d'une glose métadiscursive. Néologisme de forme, la notion semble en effet appartenir à ces mots « qui ne vont pas de soi » (Authier-Revuz, 1996). Pourtant, dans les quinze premiers articles où figure au moins une occurrence du néologisme de forme (*anti-mondialisation* / *anti-mondialiste*, ou *anti-mondialisation* / *antimondialiste*, *antimondialisme*, pour un total de 23 occurrences), une seule est accompagnée de guillemets et aucune d'un commentaire métadiscursif. Les discours semblent aveugles à la dimension néologique et l'imposent ainsi comme un référent social immédiatement viable.

Un second néologisme de forme

De l'antimondialisation à l'altermondialisation

Dès l'après-Seattle, certains acteurs de l'espace militant rejettent l'étiquette « antimondialisation ». En témoigne, par exemple, l'ouvrage de René Passet, membre éminent d'Attac, intitulé *Éloge du mondialisme par un « anti » présumé*⁶. En effet, depuis le tout début de l'année 2000, des militants s'interrogent quant à l'adéquation du mot à la chose, sans être réellement relayés par la presse. La nouvelle conjoncture ouverte par les violences de Gênes puis le 11 septembre offre au débat l'occasion de se déployer plus largement dans l'espace militant. La valeur adversative que revêt le préfixe *anti-* pose en effet problème. C'est que condamner la mondialisation sied mal à un mouvement qui revendique haut et fort son internationalisme (« agir local, penser global ») et qui s'attache à faire converger des luttes disparates, notamment géographiquement. C'est aussi que le mouvement est trop souvent réduit par certains commentateurs à sa posture critique, perçue comme stérile et anachronique. À ce titre, l'adoption du préfixe *alter-* doit illustrer la force de proposition d'un mouvement qui, à partir de 2002, privilégie le dispositif du forum social (mondial ou continental) à celui du contre-sommet dont les violences, lors du sommet européen de Göteborg en juin 2001 puis lors de la réunion du G8 à Gênes en juillet, ont illustré les limites et les risques. Par ailleurs, le passage d'*anti-* à *alter-* s'inscrit dans un processus de désolidarisation, d'une part vis-à-vis des militants les plus radicaux et, d'autre part, vis-à-vis des souverainistes qui

6. Paris, Fayard, 2001.

prêchent l'antimondialisation au nom de la préservation des identités nationales ou de la civilisation européenne.

Ces éléments encouragent donc une nouvelle dérivation lexicale : le préfixe *alter-* vient qualifier le radical *mondialisation* et devient rapidement un composé lexical unifié. Avec l'évolution du préfixe, c'est la conflictualité et l'opposition de l'injonction *antimondialisation* qui s'effacent, aboutissant à une neutralisation proche de celle relevée dans l'étude de la formule « développement durable » (Krieg-Planque, 2010). Le terme *altermondialisation* est employé pour la première fois par le porte-parole d'Attac Belgique, Arnaud Zacharie (Fougier, 2006). Après les affrontements qui ont lieu entre forces de l'ordre et manifestants lors de l'été 2001, le Premier ministre belge Guy Verhofstadt, dont le pays assure alors la présidence de l'Europe, publie en septembre, dans plusieurs quotidiens européens, un texte intitulé « Lettre ouverte aux antimondialistes ». C'est dans une réponse publiée quelques jours après par Arnaud Zacharie que le néologisme est introduit. Il est donc issu du monde francophone et ne se répand qu'ensuite au sein des autres langues latines : en espagnol avec *movimiento altermundialista*, en italien avec *movimento altermondialista*, en portugais avec *movimento alterglobalização*. Cette nouvelle dérivation lexicale renforce le caractère formulaire du radical *mondialisation* en s'inscrivant dans sa progéniture discursive aux côtés d'autres unités lexicales plus ou moins figées (*antimondialisation*, *mondialisation néolibérale*, *mondialisation sauvage*, etc.). L'énoncé *altermondialisation* constitue, en lui-même un discours polémique sur la mondialisation. Pour reprendre Henri Boyer, « la focalisation lexico-pragmatique conduit à une autonomisation de la dimension perlocutoire du signe, qui me semble caractériser le fonctionnement du mot-slogan. Ce dernier ne saurait être un simple désignant : il relève en fait de l'incantation. C'est pourquoi il est éminemment conflictuel » (Boyer, 1990, p. 18).

Dynamique d'apparition et visibilité

Contrairement à son prédécesseur, le dérivé *altermondialisation* revêt un caractère néologique total. Aucune occurrence n'est repérée avant l'année 2002. L'apparition de l'unité lexicale composée *alter-mondialisation* ou unifiée *altermondialisation* et de ses dérivés grammaticaux (*altermondialiste*, *altermondialisme*) peut être facilement datée et fixée au premier trimestre 2002 : février pour *L'Humanité* et *La Croix*, mars pour *Libération*, juin pour *Le Monde*, novembre pour *Le Figaro*. Remarquons que *L'Humanité* et *Libération*, à un degré moindre *La Croix*, qui relaient donc les premiers la nouvelle préfixation, sont les trois quotidiens qui partagent une certaine proximité idéologique avec les revendications du mouvement⁷. L'adoption du préfixe *alter-* ne signifie pas

7. *L'Humanité* trouve dans l'antimondialisation puis l'altermondialisation matière à se renouve-

que la préfixation en *anti-* disparaît; et, en effet, les deux formulations cohabitent jusqu'à ce que le plus récent des préfixes prenne largement le pas, en termes d'usage, sur l'ancien. C'est clairement en mai-juin 2003, c'est-à-dire lors du sommet du G8 d'Évian (1^{er}-3 juin) et du contre-sommet organisé à la fois en Suisse et en France, que le préfixe *alter-* est définitivement privilégié dans l'ensemble de la presse française. Entre Genève et Annemasse, l'espace militant est logiquement investi d'organisations francophones qui se constituent en sources privilégiées pour la presse française. C'est pour ces acteurs sociaux l'occasion de proposer aux médias une définition spécifique de la situation et les termes dans lesquels peut être pensé leur projet.

Ainsi, après le sommet du G8 à Évian, la préfixation en *alter-* est définitivement privilégiée au détriment de la préfixation en *anti-*. Si cette dernière est largement délaissée, elle ne disparaît pas. Deux usages restent identifiés. Soit *antimondialisation* se trouve inscrit dans un référentiel relatif à l'extrême droite et au repli sur soi. Soit *antimondialisation* permet de distinguer les radicaux qui ont recours à la violence (type *Black Bloc*) des *alter* qui s'inscrivent dans un projet politique de négociations.

Une notion qui « ne va pas de soi »

Nous relevions que le néologisme en *anti-*, lors de son apparition, n'était que très rarement accompagné de guillemets. Dans les quinze premiers articles du *Monde* où figure au moins une occurrence du néologisme de forme *alter-* (*alter-mondialisation* / *alter-mondialiste* / *alter-mondialisme*, ou *altermondialisation* / *altermondialiste* / *altermondialisme*, pour un total de 17 occurrences), 11 sont accompagnées de guillemets. Le journaliste attire l'attention sur le fait qu'il emploie *ce mot-là* et pas un autre. Il s'agit ici sans doute moins d'illustrer la non-correspondance entre le terme et le sens recherché que d'indiquer que le néologisme est un emprunt et s'inscrit dans l'hétérogénéité montrée qui caractérise les discours médiatiques. Il ne s'agit pourtant que très rarement d'un véritable discours rapporté, direct ou indirect, au sens où la source n'est généralement pas citée. On devine seulement que les guillemets indiquent que le terme employé est issu de l'espace militant et que sa création ne relève pas d'une initiative du journaliste.

Par ailleurs, l'emploi du second néologisme est fréquemment accompagné d'une glose métadiscursive. Ces commentaires laissés au fil du texte sont intéressants car ils repeuplent le discours d'acteurs. Ils laissent deviner les stratégies d'acteur et par là même la nature interdiscursive des discours médiatiques.

ler et à inscrire son combat dans des formes et une rhétorique contemporaines. Méfiant vis-à-vis du mouvement dans l'immédiat après-Seattle, *Libération* affirme ensuite régulièrement sa solidarité à l'altermondialisation. Œcuménique, *La Croix* s'engage au nom de valeurs perçues comme universelles – pour la suppression de la dette des pays pauvres ou la solidarité Nord/Sud par exemple, deux grands thèmes de l'antimondialisation (Auboussier, 2009).

Dans *Le Monde*, l'usage peut être ainsi commenté :

Le Forum social mondial est un vaste lieu d'échanges, où se retrouvent des organisations non gouvernementales (ONG), des mouvements sociaux et des syndicats, réunis par la conviction qu'« un autre monde est possible » – d'où le concept déve-
loppé d'« altermondialisation ». (*Le Monde*, 24 décembre 2002)

À la veille de l'ouverture du 3^e Forum social mondial, la capitale de l'État du Rio Grande do Sul achevait de préparer les chapiteaux et les scènes destinés à accueillir les réflexions du monde bigarré de l'« altermondialisation » : un mot un tantinet barbare, pour rappeler qu'on rêve ici d'un « autre monde »... et pour ne plus dire « antimondialisation ». (*Le Monde*, 24 janvier 2003)

L'évolution du préfixe peut être l'objet même d'un article. C'est le cas avec une chronique de Pierre-Yves Le Priol de *La Croix* :

Ce n'est pas seulement la bataille médiatique du week-end qu'a gagnée le rassemblement dit altermondialiste du Larzac. C'est aussi la bataille du langage, plus durable, en réussissant à imposer à nos chaînes le choix de ses mots. Depuis peu, les opposants à l'ordre économique mondial cherchent à troquer l'expression « anti-mondialisation » contre celle d'« altermondialisme ». Subtilité sémantique ? Non, car la première dégage des relents « anti-tout », évoque une contestation polymorphe. La seconde, avec la magie de son « alter », ouvre le champ. L'altermondialiste n'est plus un monsieur Niet extrémiste. [...] Ce qu'a permis le Woodstock de José Bové, ces deux jours, c'est un assez large ralliement du langage télévisuel à une telle phraséologie. Le qualificatif « altermondialiste », repris par nos chaînes, n'attend plus désormais que l'onction du dictionnaire. (*La Croix*, 11 août 2003)

Et, en effet, le dictionnaire enregistre rapidement l'usage puisque *altermondialisation* et *altermondialiste* font leur apparition dans *Le Petit Larousse* dès 2004. Dans la chronique de Pierre-Yves Le Priol, l'origine militante du néologisme est clairement indiquée avec la référence aux « opposants à l'ordre économique mondial ». C'est néanmoins au cours de cette année 2003 que les commentaires métadiscursifs et les guillemets disparaissent. La communauté langagière dont est issue la nouvelle préfixation n'est alors plus précisée. Les journalistes (et d'autres acteurs sociaux) s'en emparent et l'assimilent. Les guillemets n'indiquent alors plus un emprunt à l'espace militant mais l'énonciation de celui qui, ici et maintenant, utilise le néologisme :

« C'est une tentative de brouillage méthodique », dénonce Laurent Fabius, au moment précis où le PS, qui se dit très « altermondialiste », peine à pacifier ses relations avec les mouvements luttant contre la « libérale ». (*Les Échos*, 10 septembre 2003)

Alain Juppé s'est lui aussi exposé sur un terrain où on ne l'attendait pas. « Je dis banco à l'altermondialisation », a-t-il lancé, foulard landais au cou, soucieux de donner de lui une image conciliante et d'afficher sa sérénité à trois semaines de son procès. (*Les Échos*, 8 septembre 2003)

Ainsi, la nouvelle préfixation circule et si les discours de presse, l'espace de

quelques mois, en indiquent l'origine militante, elle se voile rapidement et se trouve assimilée dans le dispositif des journaux; les traces de l'interdiscours se renouvellent ensuite, illustrant ainsi le passage, par la médiation de l'espace médiatique, du discours militant à l'exploitation politique.

Le parcours d'un préfixe : circulation et processus créatif

Contrairement au terme *antimondialisation*, *altermondialisation* revêt un caractère néologique total. L'unité *alter-* acquiert une valeur préfixale seulement quand s'opère l'évolution terminologique entre les deux dénominations, c'est-à-dire quand elle vient à qualifier le radical *mondialisation*. La capacité à se constituer comme préfixe se renforce ensuite rapidement. Le préfixe *alter-* gagne en effet une surprenante autonomie et devient une ressource langagière au même titre que son prédécesseur. Assimilé médiatiquement dans son usage préfixal premier (*alter-mondialisation* et ses dérivés grammaticaux) au cours de l'année 2002, le préfixe *alter-* se met à circuler dans l'espace des discours à partir de 2003. Il contribue à la naissance d'une progéniture discursive et, ce faisant, renforce son statut de préfixe mobilisable. Ces néologismes profitent d'un faible degré de figement et restent en dehors de tout projet de lexicalisation. Pour autant, tous alimentent le contexte de la formule. Le préfixe se nomadise et poursuit un parcours qui le voit qualifier et ainsi modéliser de nouveaux radicaux : « alter-gauche » (*Les Échos, Le Figaro, L'Humanité*), « alter-écologistes » (*L'Humanité*), « alter-information » (*Libération*), « alter-économie » (*Le Monde*), « alter-université » (*Le Figaro*), « alter-militant » (*L'Humanité*), « alternationalisme » (*Le Figaro*), « altermonde » (*Le Monde*), « alter communisme » (*L'Humanité*), « alter-football » (*Le Figaro, Libération*), « alter-sport » (*L'Humanité*), « alter-protectionnisme » (*Libération*), « alteraltermondialiste » (*Le Monde*)... Des formes profitent d'un degré de figement plus important comme « alter-politique » (*Le Figaro, Libération, Le Monde*) ou « alter-Europe » (*L'Humanité, Libération, Le Monde, Le Figaro*). Alors que la préfixation en *alter-* n'existe tout simplement pas jusqu'en 2002, les dérivés se multiplient ainsi à partir de 2003. Le préfixe s'apparente alors à un idéologème : une de ces « petites unités signifiantes dotées d'acceptabilité diffuse dans une doxa donnée » et qui « reçoivent leur acceptabilité d'une grande capacité de mutation et de relance » (Angenot, 2006).

Mobiliser un discours social

La valeur sémantique du préfixe

Le préfixe est l'objet d'un usage clairement stratégique et relève du mot argument ou du préfixe à valeur argumentative. L'usage est stratégique au sens où

le discours est un lieu politique ; il est ce par quoi et pour quoi on lutte. Sémantiquement, le nouveau préfixe a une valeur essentiellement politique et utopique. Le recours à la nouvelle préfixation vise à indiquer que les pratiques, les revendications, les discours actuels... peuvent être renouvelés au sein d'un nouvel horizon utopique. Ce dernier reste néanmoins indéfini et s'inscrit, le plus souvent, dans l'implicite d'une prise de position. Autrement dit, accorder du sens (politique) à l'alternative proposée par l'énonciateur usager du préfixe est une tâche qui revient en grande partie au lecteur. Le préfixe *alter-* est signifiant si – et uniquement si – le lecteur saisit l'implicite qui en motive l'usage. Bref, mobiliser le préfixe ne revient pas à diffuser un contenu idéologique mais à affirmer la possibilité d'une alternative dont la définition apparaît dans l'acte de communication, c'est-à-dire dans la relation qu'entretient énonciateur et lecteur.

C'est donc dans l'usage, à la fois dans le temps de l'énonciation et de la réception, que le préfixe devient signifiant et que l'horizon utopique qu'il désigne se précise. Nous pouvons néanmoins avancer que celui-ci revêt généralement une dimension historique. La mobilisation du préfixe illustre, le plus souvent, la volonté de l'énonciateur d'opposer le passé et l'archaïque à la modernité de sa position. Un exemple est donné par Jean-Marie Le Pen dans une prise de parole rapportée par *Le Figaro* : « [l'affrontement Le Pen/Jospin], c'est le second tour qui aurait dû avoir lieu en 2002, opposant en quelque sorte une espèce d'archéomarxisme et un alternationalisme nouveau », a-t-il expliqué » (*Le Figaro*, 4 mars 2006). À l'opposé de l'échiquier politique français, c'est cette même valeur de modernité qui est accordée au préfixe et au discours social spécifique de l'alternative. Dans une tribune proposée à *L'Humanité*, David Zerbib s'attache à ces « nouvelles mobilisations » qui « sans domicile politique fixe [...] revendiquent l'espace de la contestation démocratique » et illustrent « les vagues de "l'alter gauche" ». À droite comme à gauche, être *alter-*, c'est affirmer sa modernité et sa capacité à inscrire ses revendications et son projet au cœur du contexte sociopolitique contemporain. Pourtant, mobiliser le préfixe peut s'inscrire dans une visée opposée à la précédente et la forme en *alter-* peut désigner un âge d'or révolu : « Après l'altermondialisme, on voit émerger un alterfootball, qui prône les bonnes vieilles valeurs du foot à papa. Saucisse-frites à la buvette contre canapés des loges ; beau jeu contre victoire à tout prix ; mauvais garçons contre mannequins qui le valent bien ; *So Foot* contre *France Football*. » (*Le Figaro*, 7 février 2004) Ainsi, les usages du préfixe peuvent s'inscrire dans des stratégies diverses et même opposées et son caractère argumentatif se manifeste finalement sous des fonctionnements différents selon les communautés qui l'utilisent. Reste que la valeur axiologique semble être fondamentalement positive quelles que soient la stratégie et la communauté d'appartenance de l'énonciateur. Le préfixe jouit d'un *a priori* positif évident.

L'autonomisation du discours de l'alternative

Nous faisons l'hypothèse dans notre travail de doctorat que le préfixe *alter* illustre finalement la mobilisation d'un discours social spécifique (Delforce, Noyer, 1999) que nous proposons d'appeler le « discours de l'alternative ». Il doit être perçu comme le discours de l'altermondialisation émancipé de sa relation à l'événement et au mouvement de l'altermondialisation. Dans l'après-Seattle, l'antimondialisation est un acteur politique sujet de discours : elle parle et use d'un discours qui lui appartient. L'altermondialisation, elle, est discours et, rapidement, se modélise en un discours de l'alternative, souple et accueillant. Celui-ci jouit d'un fort degré d'acceptabilité et de légitimité dans l'espace social, d'une grande capacité de mobilisation, de séduction et d'« impertinence sémantique » (Ricœur, 1975, p. 289).

Cette autonomisation du « discours de l'alternative » est notamment illustrée par les discours tenus et, surtout, relayés par la presse lors des campagnes européennes de 2004 et 2005⁸ (Auboussier, 2009). Le concept d'*alter-Europe* mais aussi la reprise du mot d'ordre « Une autre Europe est possible » (issu du célèbre « Un autre monde est possible » et qui intègre donc lui aussi le contexte de la formule) pèsent en effet largement sur les débats et cristallisent chez beaucoup les revendications. Ces deux lieux discursifs sont mobilisés de l'extrême droite à l'extrême gauche du champ politique et investis de nouveaux contextes de sens. L'idée d'« une autre Europe », dont rend compte la forme *alter-Europe* et qui trouve clairement son origine dans la sphère militante, circule et, faisant fi de sa communauté d'origine, s'objective en ressource pour l'ensemble des acteurs politiques engagés dans la campagne référendaire. Remarquons qu'en 2009, ces lieux discursifs sont encore mobilisés lors des nouvelles élections européennes⁹. Un seul exemple pour l'illustrer. Quand la presse revient sur la campagne électorale, la parole devient événement par la médiation d'un dispositif que partagent notamment *Les Échos* et *Le Figaro* : « La phrase de campagne » pour le premier, « Les petites phrases qui ont marqué la campagne » pour le second. Pour *Les Échos*, la phrase à retenir est de Martine Aubry : « Tout l'enjeu de ce scrutin, c'est de leur montrer qu'une autre Europe est possible » (*Les Échos*, 2 juin 2009). Pour *Le Figaro*, celle à retenir est de Nicolas Sarkozy : « Il nous faut changer l'Europe. La présidence française en a apporté la preuve : une autre Europe est possible. » (*Le Figaro*, 8 juin 2009) Ainsi, le mot d'ordre circule de bouche en bouche et se colore à chaque reprise des teintes

8. Du 10 au 13 juin 2004, ce sont les élections au Parlement européen. Une liste « 100 % altermondialistes pour une Europe solidaire » est envisagée avant d'être abandonnée. Second rendez-vous européen le 29 mai 2005 : 54,7 % des électeurs français se prononcent par référendum contre le Traité constitutionnel européen.
9. Les élections au Parlement européen se déroulent du 4 au 7 juin dans les 27 pays de l'Union.

que l'énonciateur veut bien lui donner. Finalement, le discours de l'alternative est l'affirmation d'un renouvellement possible de l'imaginaire dont la définition politique ne peut se saisir que dans l'implicite de la prise de parole.

C'est *dans et par* l'événement que l'antimondialisation acquiert son statut d'acteur et les attributs qui permettent sa reconnaissance dans l'espace public médiatisé. C'est ensuite dans le paradigme événementiel qu'elle s'assure une consistance symbolique dans l'exercice de la communication. L'antimondialisation s'institue alors comme un mouvement, c'est-à-dire comme acteur politique porteur d'un discours. La dynamique événementielle s'émousse ensuite sous l'effet conjugué des violences de l'année 2001 et de la routinisation des performances militantes. Dès lors, ce qui devient l'altermondialisation se pérennise moins comme acteur que comme discours social spécifique. Émancipé de l'événement et de l'acteur, le discours de l'alternative, à la fois légitime et légitimant, devient une ressource politique. Il circule et se métamorphose au gré des usages dont il est l'objet. Bernard Delforce note que « si les discours sociaux sont dotés d'une certaine forme de stabilité, nécessaire à leur identification, celle-ci semble, cependant, relative et précaire, et sans qu'on puisse ici développer ce point, on peut au moins observer qu'ils connaissent des formes d'évolution diversifiées : infléchissements, hybridations, retournement, voire disparition pure et simple » (Delforce, 2010, p. 63). En passant de bouche en bouche, d'usage en usage, de stratégie en stratégie, le discours de l'alternative est, lui, neutralisé dans une rhétorique trop partagée et qui, finalement, en vient à délimiter les interprétations communes et légitimes (Beaud, 1981). Discours politique et fondamentalement critique, le discours antimondialisation a été travaillé par l'interdiscours et la discursivité sociale pour muter en un discours de l'alternative dont l'énergie originelle s'est diluée.

Références

- AGRIKOLIANSKY Éric, FILLEULE Olivier, MAYER Nonna, 2005, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion.
- ANGENOT Marc, 2006, « Théorie du discours social », *CONTEXTES*, n° 1, en ligne [<http://contextes.revues.org/index51.html>], consulté le 30 avril 2010.
- AUBOUSSIER Julien, 2009, « L'antimondialisation dans la presse écrite française. Événement, problème public et discours social », thèse de doctorat sous la direction de Jean-François Tétu, Université Lumière Lyon 2.
- AUBOUSSIER Julien, NIEMEYER Katarina, 2010, « Antimondialisation et "société civile mondiale" dans la presse française et allemande », J. Rowell Jay, A.-M. Saint Gille éd., *La société civile organisée en Allemagne et en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, p. 203-215.

- AUTHIER-REVUZ Jacqueline, 1996, *Ces mots qui ne vont pas de soi. Boucles réflexives et non-coïncidence du dire*, Paris, Larousse.
- BEAUD Paul, 1981, *La société de connivence. Médias, médiateurs et classe sociale*, Paris, Aubier.
- BÉROUD Sophie, LEFÈVRE Josette, 2003, « Présentation », *Mots. Les langages du politique*, n° 71, mars, *Mondialisation(S)*, p. 3-7.
- BOYER Henri, 1990, « Ouverture et rassemblement. Deux mots-slogans en 1988 », *Mots. Les langages du politique*, n° 22, mars, *Le nouveau vocabulaire des socialistes*, p. 5-19.
- CHARAUDEAU Patrick, 2005, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- DAGORN René-Éric, 1999, « Une brève histoire du mot mondialisation », M. Beaud et al. éd., *Mondialisation. Les mots et les choses*, Paris, Karthala, p. 187-204.
- DELFORCE Bernard, 2010, « Discursivité sociale/discours sociaux. Penser les enjeux de l'information », A. Tavernier et al. éd., *Figures sociales des discours. Le « discours social » en perspectives*, Lille, Université Charles de Gaulle Lille 3, p. 57-72.
- DELFORCE Bernard, NOYER Jacques, 1999, « Pour une approche interdisciplinaire des phénomènes de médiatisation. Constructivisme et discursivité sociale », *Études de communication*, n° 22, p. 13-40.
- FIALA Pierre, RENNES Juliette, 2002, « Majorité plurielle, trajectoire d'une formule », *Mots. Les langages du politique*, n° 68, mars, *Les métaphores spatiales en politique*, p. 123-130.
- FOUGIER Eddy, 2006, *Le dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Paris, Ellipses.
- KLEIBER Georges, 1984, « Dénomination et relation dénominatives », *Langages*, n° 76, p. 77-94.
- KRIEG-PLANQUE Alice, 2003, « "Purification ethnique". Une formule et son histoire », Paris, CNRS.
- 2006, « "Formules" et "lieux discursifs". Propositions pour l'analyse du discours politique », *Semen*, n° 21, p. 19-47.
- 2009, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté.
- 2010, « La formule "développement durable". Un opérateur de neutralisation de la conflictualité », *Langage et société*, n° 134, p. 5-29.
- MOIRAND Sophie, 2000, « Variations discursives dans deux situations contrastées de la presse ordinaire », *Les Carnets du Cediscor*, n° 6, p. 45-62.
- 2007, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses universitaires de France.
- OUARDI Samira, 2007, « On nous a raconté José Bové », *Communication & Langage*, n° 152, p. 41-54.
- QUÉRÉ Louis, 1994, « Le langage dans l'organisation sociale de l'expérience », *Sociétés contemporaines*, n° 18-19, p. 17-41.
- RICŒUR Paul, 1975, *La métaphore vive*, Paris, Seuil.